



Organisation des Nations Unies

Questions-réponses de la conférence de presse « ONE UN » Mercredi 31 mai 2017

La conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Charles Antoine Bambara, Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO ; Florence Marchal, chargée de Communication et Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG) ; et à partir de Goma, par le capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO.

La conférence de presse a connu la participation de Mme Priya Gajraj, Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), intervenant à partir de Kinshasa.

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] :
Bonjour à toutes et à tous. Merci de nous recevoir ce matin pour présenter cette Journée mondiale de l'environnement.

Comme vous l'avez dit, elle est célébrée chaque année le 5 juin. Et c'est l'occasion pour les Nations Unies de stimuler la conscience environnementale aux niveaux mondial, national et local et d'encourager l'action en faveur de la protection de l'environnement.

La thématique 2017 retenue en termes de Journée mondiale de l'environnement est celle de « rapprocher les gens de la nature », [ce] qui est vraiment un appel lancé pour la protection de la terre.

Quel est le lien entre ce message 2017 et la République démocratique du Congo ? Comme vous le savez tous, la RDC est l'un des pays au monde le plus riche en termes de biodiversité. Elle compte 9 parcs nationaux, 2 réserves naturelles et 3 jardins botaniques.

Plus de 57 % de la population de la RDC vit en milieu rural sur 26 millions d'hectares de terres agricoles et 152 millions d'hectares de forêts. Cette population est donc, par conséquent chaque jour, en contact avec la nature et consciente des enjeux liés à la protection de l'environnement.

Quels sont les messages clés que nous voulons passer en termes de protection de l'environnement ici en République démocratique du Congo ?

Le premier message c'est qu'il est urgent pour la RDC de définir une trajectoire de développement qui atténue les conséquences de la croissance économique sur la déforestation.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le deuxième message, c'est que les changements climatiques occupent une préoccupation centrale dans la réalisation des Objectifs de développement durable, les ODD. Lutter contre la déforestation doit être un engagement fort et de tous et de toutes pour lutter contre le changement climatique.

Il est important de rappeler que plus de 190 pays, dont la RDC, ont ratifié la Convention internationale sur le développement durable. Et plus de la moitié des ODD ont un lien avec le changement climatique.

Et le troisième message clé est que les voix de la société civile et des peuples autochtones doivent être prises en compte dans les initiatives de protection de l'environnement.

Quel est le lien entre les efforts du PNUD et quel est notre mandat au niveau global en termes de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique ? Il y a quatre éléments clés de notre mandat au niveau global.

Le premier, c'est la préservation et la protection efficace du capital naturel. La deuxième est l'accès durable à l'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique. La troisième est la planification, les cadres d'action et capacités institutionnelles pour renforcer la lutte contre les changements climatiques. Et le dernier, c'est l'évaluation des principaux risques économiques, sociaux et environnementaux pour les pauvres et les exclus.

Maintenant quelles sont les principales actions du PNUD ici en RDC en soutien à la protection de l'environnement ? Notre objectif global est de soutenir le pays à assurer un développement socio-économique qui intègre la dimension environnement. Le PNUD a commencé son appui à la RDC dans le domaine de l'environnement depuis plusieurs décennies. Nous avons soutenus le pays à élaborer des documents clés de planification stratégique dans le domaine environnemental comme le plan national d'action environnementale en 1996 et le programme d'action nationale d'adaptation en 2006.

Ces dernières années, l'appui du PNUD s'est concentré autour de la lutte contre les changements climatiques, à travers l'initiative REDD+, la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts.

Le PNUD a appuyé le pays dans le processus REDD+ depuis 2008, notamment à travers la mise en place de la stratégie-cadre national REDD+ , le plan d'investissement REDD + et la mise en place du fonds national REDD+ qui est capitalisé à 200 millions de dollars US.

Nous avons aussi des projets d'adaptation qui ont été développés avec l'appui du PNUD qui portent sur le renforcement des capacités du secteur agricole à s'adapter au changement climatique. Le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans les milieux ruraux à s'adapter aussi aux effets du changement climatique. Et le renforcement de résilience des communautés de la zone côtière face aux phénomènes d'érosion.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Et le dernier domaine que j'aimerais mentionner, c'est l'appui à la production du premier atlas des énergies renouvelables ici en RDC qui recense 780 sites hydroélectriques et oriente la politique énergétique du pays. Merci beaucoup.

Question 1

Justin Kabumba/ Radio Maria & Congo Synthèse (Goma) : Monsieur Charles, les jeunes du mouvement citoyen la LUCHA ont organisé un sit-in, tout à l'heure, ici au quartier général de la MONUSCO. Dans leur mémorandum déposé tout à l'heure, ces jeunes demandent la mise en place par les Nations Unies d'une commission d'enquête internationale sur les massacres au Kasai.

Ces jeunes demandent également le remplacement immédiat du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

Dans leur déclaration, ils accusent le numéro un de la MONUSCO en RDC d'incompétence, complaisance, négligence et manque de leadership, pour ne citer que cela. Avez-vous une réaction par rapport à la déclaration de ces jeunes citoyens de la LUCHA ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : D'abord, concernant la première partie de votre question sur l'enquête internationale, cette question a été adressée d'ailleurs au Secrétaire général des Nations Unies à New York. Et je peux vous assurer que le message est entendu. Le bureau du Secrétaire général des Nations Unies va se pencher sans doute sur cette question, et déterminer, si oui ou non, il faut une enquête internationale. C'est au Secrétaire général de le décider. Donc, nous attendons comme vous sa réponse.

Pour la deuxième partie de votre question, peut-être que vous n'étiez pas là, à la conférence de presse de la semaine passée [24 mai], mais nous avons répondu à cette question c'était d'ailleurs la toute première question posée, je me rappelle bien, par la dame de l'AFP, je crois, qui était à cette conférence.

Nous avons répondu à cette question. Donc, je vous renvoie au Transcript Questions-Réponses de la conférence de presse de la semaine passée, vous allez y trouver tous les éléments de réponse que nous avons déjà donnés à cette question.

Question 2

Frédéric Feruzi/ Radio Sauti Ya Enjili (Goma) : Ma question s'adresse à l'Equipe-pays de l'ONU. Nous avons reçu des alertes des localités de Pinga, Kalembe, Buleusa dans le territoire de Walikale, mais aussi de Miriki dans le Lubero ; et qu'à la suite d'une sécheresse ininterrompue depuis 8 mois, il y a une famine et une pénurie d'eau qui est en train d'être observée dans cette région. Je ne sais pas si vous êtes informés et si oui, qu'est-ce que vous faites pour cette population ?

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : J'ai sous les yeux les dernières informations, je ne vois pas cela sur le tableau de bord, mais de toute façon, comme vous le savez, j'en ai parlé dans mes propos d'introduction, la malnutrition couvre maintenant une grande partie du pays, avec des problèmes d'accès à la nourriture. On avait vu aussi dans l'ex-province du Katanga, des problèmes avec les chenilles processionnaires. On va se renseigner et on vous fournira une réponse la semaine prochaine.

Question 3

Mamytha Banguli/ RTNC : Monsieur le porte-parole de la MONUSCO, vous venez de parler il y a un instant de la résolution 2348, [notamment l'aspect relatif au] processus électoral. Alors, je voudrais savoir quel est l'apport de la MONUSCO dans l'opération d'enrôlement qui se déroule en ce moment à Kinshasa, parce qu'on apprend que des [agents de la CENI] arrivent en retard, qu'il y a beaucoup de gens [qui viennent s'enrôler] et puis, que la MONUSCO n'est vraiment [représentée] sur place... ? C'est ce que j'ai appris.

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Je vais laisser la première partie de cette question à Florence [pour répondre], et puis d'ailleurs à Mme Priya Gajraj également, qui a aussi assisté au lancement de cette opération ce weekend. Vous étiez aux côtés du Représentant spécial, peut-être que vous pouvez dire un mot justement sur l'accompagnement des Nations Unies à ce processus électoral de façon générale, mais ici aussi à Kinshasa. Florence d'abord....

Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : On l'a répété souvent lors de cette conférence de presse. Vous aviez au moment des opérations, un point de la situation hebdomadaire dans le cadre de la résolution 2277, la mission, le rôle qui était dévolu aux Nations Unies et à la MONUSCO en particulier, était de fournir une assistance logistique et un appui technique aux opérations de révision du fichier électoral.

Ces opérations consistaient essentiellement en déploiement du matériel par voie aérienne dans les zones les plus reculées du pays, et à cet effet donc, la MONUSCO avait affrété des avions et des hélicoptères pour l'occasion.

Ce matériel a été déployé, il a été remis à la CENI selon l'accord de partenariat entre les deux partenaires. Donc, c'était vraiment [cela] le cadre de la coopération entre les deux partenaires.

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : Juste pour réitérer que bien sûr, les Nations Unies soutiennent le processus électoral ici en République démocratique du Congo.

Comme l'a dit le Représentant spécial ce dimanche [28 mai 2017], nous saluons le lancement de l'enrôlement ici à Kinshasa. Nous encourageons toutes les Kinois et Kinois à s'enrôler, ils ont 90

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

jours. Et en particulier, il y avait un message spécial vis-à-vis des femmes et des jeunes de s'enrôler. Voilà ce qu'on peut ajouter.

Question 4

Hénoch Tshibangu/ Le Scribe : Ma question s'adresse au PNUD sur l'environnement. Madame, si on peut bien observer, le monde a un regard fixé sur la RDC pour la protection de l'environnement. Mais, au moment où vos regards sont fixés sur la RDC, on constate avec beaucoup plus d'amertume comment est-ce que l'écosystème est en train d'être détruit, comment est-ce que nos forêts sont « mangées » du jour au lendemain par des prédateurs qui continuent à prendre nos bois pour aller les retravailler de l'autre côté, et même peut-être nous le revendre encore 1 000 fois plus cher que le bois nous leur avons vendu.

Je ne sais pas quelle est votre réaction pour que nous puissions, ensemble avec vous, protéger l'écosystème congolais ?

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : Merci beaucoup pour la question. Je pense qu'on aura une réponse à deux niveaux.

Le premier message, c'est justement ce message de sensibilisation auprès des populations, auprès des autorités pour protéger l'environnement.

Et donc c'est pour ça que nous sommes venus aujourd'hui pour que nous soyons ensemble dans la célébration, le 5 juin, de cette journée de l'environnement et que nous puissions conscientiser sur le besoin de protéger l'environnement.

Le deuxième élément, et j'en reviens à mon premier message clé, c'est qu'il est vraiment urgent pour le pays de réfléchir à sa trajectoire de développement dans le cadre justement de sa croissance économique, tout en protégeant l'environnement.

Et donc nous, les Nations Unies et le PNUD en particulier, nous sommes aux côtés du gouvernement pour voir comment allier les deux, le développement du pays tout en protégeant l'environnement.

Question 5

Judith Asina/ Congo Nouveau : Quand l'Union européenne, dont la majorité des pays est partenaire à la MONUSCO, prend des sanctions contre neuf hautes personnalités de la RDC, est-ce que cela ne peut-il pas avoir de l'impact sur la bonne continuité du travail de la MONUSCO ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Nous ne le pensons pas. A l'heure actuelle, vous savez, les bons offices du Représentant spécial continuent. Hier, il était avec les garants de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ici à Kinshasa. Ils ont continué les bons offices de façon collégiale. Et

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

ce travail continue encore derechef aujourd'hui. Le Représentant spécial poursuit encore ses contacts avec toutes les parties.

C'est vrai que nous avons entendu comme vous ces sanctions de l'Union européenne, mais vous savez que l'Union européenne est une entité vraiment différente des Nations Unies. Et nous n'avons pas à commenter ou à vraiment prendre position par rapport à ça.

Nous avons un mandat, nous avons une mission dans le cadre de la résolution 2348 que nous exécutons, et ce travail va continuer.

Question 6

Papy Okito/ Echo d'opinion (Goma) : Ma question s'adresse à Mme [Priya Gajraj] du PNUD. Le 5 juin, c'est la journée consacrée à l'environnement. Ici à Goma, est qu'il y a quelque chose qui va être fait ce jour-là, pourquoi pas en République démocratique du Congo ?

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : Nous avons prévu de célébrer ça ensemble ici, le 5 juin, à Kinshasa. Mais je pense, votre message est bien entendu, nous avons un bureau à Goma, donc nous allons voir avec eux s'il y a des possibilités d'organiser quelque chose lundi à Goma pour sensibiliser.

Question 7

Richard Mashauri/ Radiotélévision Grand Lacs Pleine évangile (Goma) : Ma question, je l'adresse à l'équipe. Demain, c'est le début des examens nationaux de fin d'études primaires sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo, comment la MONUSCO se prépare pour sécuriser cette activité, surtout dans des milieux où il y a des conflits notamment au Kasai et à Rutshuru ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Vous savez très bien que la première responsabilité, on le répète, on le répète. Et le Colonel Basse, que certains d'entre vous ont déjà vu ici, a l'habitude de dire que la répétition est pédagogique. Donc, on va le répéter encore : la première responsabilité de la sécurisation du territoire national incombe aux forces de sécurité nationale congolaises. Nous apportons un appui bien sûr.

Et dans le cadre, je le rappelle, des examens [pour l'obtention du] du diplôme d'Etat, nous avons aidé par exemple, à l'acheminement de matières dans le cadre de ces examens d'Etat au Kasai. Nous avons fait plusieurs rotations pour acheminer, mais également pour sécuriser, nous avons transporté des gens.

Donc, s'il est de besoin et si nous sommes bien sûr interpellés, nous allons voir comment accompagner, une fois de plus, ces examens-là dont vous parlez.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 8

Venant Vudisa/ RTNC : M. Charles Bambara, j'aimerais mieux que vous expliquiez un peu qu'est-ce qui explique le parallélisme que vous faites entre la résolution 2348, qui est de renommée internationale voire mondiale, et l'accord du 31 décembre [2016], permettez le terme, qui est local ?

Aussi la préoccupation par rapport au Colonel Félix Base qu'on a aperçu, qu'est-ce qu'il explique, qu'est-ce qu'il vous a dit, qu'est-ce qui a [provoqué] son expulsion pendant 48 heures, même si on l'a autorisé à regagner le pays ? Parce qu'il a traversé extrêmement des moments dramatiques surtout quand le M23 était monté au créneau, en ce moment-là, ça pouvait lui coûter très cher. Mais maintenant que le calme règne un peu partout et lui subit de telles sanctions, ça nous a quelque peu indignés, mais à vous de nous répondre.

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Je ne sais pas si on peut parler de sanction. On a parlé, nous, la semaine dernière, des procédures administratives qui n'avaient pas été suivies à la lettre. Et nous avons essayé de régler ces procédures administratives.

Et il faut le dire, sans rien vous cacher, que la semaine dernière, au moment où nous étions en direct avec vous à cette conférence de presse, il était déjà en train de revenir ici.

Donc, il a encore quelques jours de congés maladie, ensuite il reprendra fonction. Non, il n'a pas été sanctionné, loin de là. Il n'a pas été expulsé, loin de là. Il n'a été déclaré persona non grata, loin de là.

Il y avait simplement des procédures administratives que nous avons réglées, et il est revenu et il reprend son travail.

Vous avez parlé dans la première partie de votre question de parallélisme entre la résolution 2348 et l'accord de la Saint-Sylvestre. En réalité, l'accord est vraiment antérieur à la résolution. L'accord, comme vous le savez, a été signé le 31 décembre 2016, pour donner un peu la feuille de route politique pour les mois qui viennent au niveau national.

Et cette résolution est venue nous dire à nous MONUSCO, que nous devons tout faire pour appuyer la mise en œuvre de cet accord du 31 décembre à travers un certain nombre d'actions que nous entreprenons sur le terrain. Bons offices, d'accord mais aussi plein d'autres actions.

Même les rencontres d'hier avec les garants justement de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, c'était pourquoi ? C'était pour une fois de plus, s'assurer qu'on applique en toute bonne foi comme je l'ai dit dans mon laïus, cet accord-là du 31 décembre 2016. C'est important et nous espérons que les efforts de la communauté internationale, des envoyés spéciaux, des représentants régionaux garants de cet accord, ne seront pas vains. C'est ce que nous espérons.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 9

Ange Mambuku/ La Prospérité : Charles Bambara, vous ne cessez jamais de dire que vous suivez de près les bons offices sur l'accord du 31 décembre, le mandat de Joseph Kabila entre [en vigueur] à la date du 31 décembre ou à la date de la signature de l'arrangement particulier ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Je n'ai pas compris votre question. Florence... non plus. Ce n'est pas qu'on ne veut pas répondre mais il faut mieux la formuler.

Question 10

Flavien Musans/ Planète TV : Madame la directrice du PNUD, je reviens sur le premier message du Secrétaire général des Nations Unies sur l'environnement. Il a recommandé aux pays d'appliquer les accords de la COP 21 et 22. Dans votre organisation, quels sont les pas déjà réalisés et quelles sont les stratégies pour les jours à venir ?

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : Merci pour la question. Nous avons soutenu effectivement le Gouvernement et plus particulièrement les ministères de l'Environnement et des Affaires étrangères justement pour participer à la COP 21 et 22 pour pouvoir représenter le pays, faire partie de négociations et mettre en avant le cas de la RDC, le cas de la protection de l'environnement et le cas de changement climatique. Et je pense qu'un résultat concret, c'est vraiment la mise en œuvre de ce fonds national REDD+ qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, a été capitalisé à 200 millions de dollars américains.

Question 11

Alain Alame/ Journaliste indépendant (Goma) : Je m'adresse au PNUD pour la question sur l'environnement. Je voudrais savoir si la promotion des peuples autochtones pour la protection de l'environnement n'est-elle pas un danger à la cohabitation pacifique entre les peuples au pays. Je prends le cas de la province du Tanganyika où les Twas se soulèvent contre d'autres peuples.

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : En tant que Nations Unies, bien sûr nous soutenons donc toute la population congolaise. L'accent particulier sur les peuples autochtones a été mis parce qu'ils sont particulièrement proches de la nature et ont développé un savoir-faire et une expertise dans la protection de la biodiversité et des forêts.

Et je tiens aussi à souligner que l'année passée, c'est justement un groupe de peuples autochtones qui a remporté un prix du côté des Nations Unies et du PNUD en particulier, pour son savoir-faire en termes de biodiversité et qui a représenté la RDC. Donc, je pense qu'il y a une grande expérience sur laquelle on peut [capitaliser] et qui peut bénéficier à tous ici en RDC.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 12

Benjamin Muloba/ Blessing FM (Goma) : Ma question s'adresse à Charles Bambara et peut-être au porte-parole militaire. Le Conseil [de sécurité] des Nations Unies avait demandé qu'on réduise l'effectif de casques bleus en RDC. Alors que le 29 mai, les Nations Unies ont célébré la Journée internationale des Casques bleus, je voudrais savoir, est-ce que la réduction de l'effectif des Casques bleus en RDC n'affecte pas le travail que fait la MONUSCO surtout dans l'est du pays ?

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Je veux prendre la première partie rapidement. Non, nous avons toujours dit ici qu'au niveau de la Force de la MONUSCO, il y a ce que nous appelons « la transformation de la Force » de la MONUSCO qui a commencé déjà il y a plusieurs mois. Et cette transformation de la Force nous permettra d'avoir des unités beaucoup plus mobiles, beaucoup plus agiles sur le terrain pour se déployer rapidement afin de prendre en compte les menaces sécuritaires qui se posent ici et là.

Donc de façon globale, cette réduction de la Force n'a pas été aussi substantielle que cela et nous en avons parlé à l'époque pour vous situer un peu dans quel cadre et à quel niveau cette réduction de troupes se situait. Nous sommes prêts, nous, à relever le défi et je peux vous dire de façon vraiment ferme, que la Force de la MONUSCO, et notamment le leadership de la Force de la MONUSCO a pris des mesures nécessaires pour que cette Force puisse continuer à être opérationnelle. Capitaine Adil, je ne sais pas si vous voulez ajouter quelque chose ?

Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Capitaine Adil Esserhir] : Tout le monde parle de la transformation de la Force comme étant une contrainte mais c'est aussi une opportunité pour la Force, de revoir sa stratégie de travail pour la rendre plus proactive, plus agile, plus mobile.

Donc, on va faire de cette contrainte une opportunité pour mettre en œuvre nos deux stratégies qui sont [contenues] dans la résolution 2348 et bien sûr pour continuer d'optimiser l'interopérabilité, la souplesse et l'efficacité de la Force dans le cadre de l'exécution de l'intégralité de notre mandat.

Question 13

Christiane Ekambo/ Africa News & lejournaldesnations.net : Ma question s'adresse à Mme Priya Gajraj. Je voulais vous demander ce qu'il en est du marché carbone parce que la RDC a une grande potentialité en ce qui concerne la forêt, et on a parlé du fait que la RDC est en passe de devenir un marché carbone, et quels sont les avantages en ce qui concerne cet atout-là ?

Et puis, je voulais aussi [savoir] quelle est la place, la politique que mène le PNUD par rapport aux médias parce que quand vous parlez de l'environnement, vous parlez de la sensibilisation, égal médias. Il y a l'UPF [Union internationale de la presse francophone] qui a organisé au mois de mars, un grand symposium international sur l'environnement, les médias et le

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

développement durable avec l'appui de l'OIIF. Mais que fait le PNUD ici par rapport aux médias pour que les médias puissent s'impliquer dans cette matière de l'environnement ?

Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le Développement [Priya Gajraj] : Je vais prendre la deuxième partie de la question et demander à mon collègue de répondre sur le marché carbone.

Donc, Madame, votre plaidoyer sur les médias et l'environnement est très bien entendu. Nous avons déjà commencé en tant que PNUD à sensibiliser les médias sur les ODD, et comme je l'ai dit tout à l'heure, plus de la moitié des ODD concerne le changement climatique et l'environnement. Mais votre plaidoyer est bien entendu, et on va voir ce qu'on peut organiser spécifiquement à l'avenir pour les médias.

Chargé de programme environnement du PNUD [Idesbald Shinamula] : Donc pour la deuxième partie de la question sur le marché carbone. Vous avez parfaitement raison quand vous soulignez que la RDC a un potentiel très important sur la question du crédit carbone. Mais qu'est-ce qu'on en fait aujourd'hui et comment on avance sur cette question-là ? Je pense que la réponse à vous donner est que, sur le plan mondial, on a connu un problème. Comme vous le savez très bien, le problème que l'on a connu, c'est la chute de ce qu'on appelle le cours du carbone, la tonne carbone qui est produite qui n'est pas tangible, on ne peut pas le toucher, donc il faut se mettre d'accord sur un certain nombre d'arrangements pour qu'on puisse vraiment arriver à définir correctement quel sera ce prix du carbone.

En ce moment les discussions continuent toujours parce que c'est en ce moment-là qu'on va véritablement engager les secteurs privés dans la protection de l'environnement.

Il y a un potentiel très important, jusqu'aujourd'hui au PNUD, nous recevons beaucoup de demandes de la part du secteur privé pour s'engager et aujourd'hui le projet que nous avons sur les questions de crédit carbone c'est avec [le projet] Ibi [sur les plateaux de] Bateke, comme vous le savez, qui est un modèle très intéressant mais qu'on ne sait pas dupliquer à cause justement de cette fluctuation des cours de carbone.

Mais les discussions sont en cours et je pense qu'à la COP 23 qui se tiendra à Bonn, on pourra avancer sur cette question. Merci.

Directeur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] : Merci à toutes et à tous d'avoir suivi cette conférence de presse, merci à Mme Priya Gajraj et à toute son équipe, merci, à la semaine prochaine.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04